



Sous l'angle de la conversion du service public en « services aux publics » que décrit le présent dossier, l'adoption de la RFID en bibliothèque ne fait guère débat. Pourtant, son inscription dans un contexte plus global présente pour certains un sombre versant, en contradiction avec la vision humaniste qui sous-tend l'univers bibliothéconomique.

entiers de la recherche – nanotechnologies, technologies convergentes, neuro-technologies, biométrie – que de technologies appliquées : notamment le téléphone portable, et donc la technologie RFID...

L'adoption de la technologie RFID progresse rapidement en bibliothèque. Jugée pratique, libératrice, elle séduit la profession par des avantages visibles : quels défauts, quels dangers liés à cette application particulière de cette technologie vous inquiètent qui auraient échappé aux bibliothécaires ?

Pièces et main d'œuvre a reçu le Prix Voltaire 2010, « prix de la vigilance citoyenne » qui est une catégorie des Big Brother Awards (<http://bigbrotherawards.eu.org>). Ce prix, décerné par un jury de sociologues, d'avocats, de journalistes, d'auteurs, d'artistes, de philosophes ou d'enseignants récompense « des individus et des collectifs qui luttent contre la surveillance et tentent d'enrayer la frénésie de contrôle des élus et des responsables publics et privés. »

www.piecesetmaindoeuvre.com

La RFID en questions

MAILLAGE : L'HOMME
PRIS AU FILET

• Depuis dix ans, *Pièces et main d'œuvre*, que vous décrivez comme un « atelier de bricolage pour la construction d'un esprit critique », soumet la plupart des innovations technologiques au feu roulant d'une critique radicale : il peut s'agir aussi bien de champs

Pièces et Main d'œuvre : Au-delà des situations particulières – les paysans obligés de pucer leurs animaux ou les bibliothécaires leurs livres – nous nous efforçons de reconstituer le projet que portent les technologies numériques, d'ordinaire présenté de façon morcelée, inintelligible, et que nous résumons comme un projet d'homme-machine incarcéré dans le monde-machine. Ce qu'IBM présente comme « la planète intelligente », qui n'est autre qu'un programme d'interconnexion générale de tous et de tout, grâce aux puces RFID et aux capteurs électroniques disséminés partout : chaque objet, chaque élément du décor urbain ou de l'environnement « naturel », chaque animal, chaque personne sera bientôt reliée au grand filet électronique par ces puces communiquant entre elles et servant d'interface obligatoire avec la réalité.

Certes, les bibliothécaires peuvent et doivent craindre la perte de leur autonomie et de leur savoir-faire – avant qu'on ne les remplace complètement par des bornes « intelligentes » reliées aux livres par les puces ; les lecteurs doivent s'inquiéter de la traçabilité de leurs habitudes et de leurs préférences, les lecteurs eux-mêmes étant d'ailleurs voués à être remplacés, puisque la société Violet commercialise déjà ses lapins électroniques Nabaztag, qui lisent aux enfants les histoires des livres pucés. Mais tous doivent comprendre que le cas des bibliothèques rejoint ceux de l'école, de l'hôpital, des commerces, de tous les aspects de nos vies, et que c'est ce maillage électronique qui met en péril nos liens sociaux, nos activités, notre rapport au monde, au temps et aux autres, notre condition humaine. Il s'agit ni plus ni moins de nous déposséder de notre autonomie d'action, de pensée, de choix au profit de la machine, jugée plus performante, plus maîtrisable que l'humain. La caractéristique commune à toutes les hautes technologies est de centraliser toujours plus les décisions et le pouvoir, au détriment des individus et des communautés sociales.

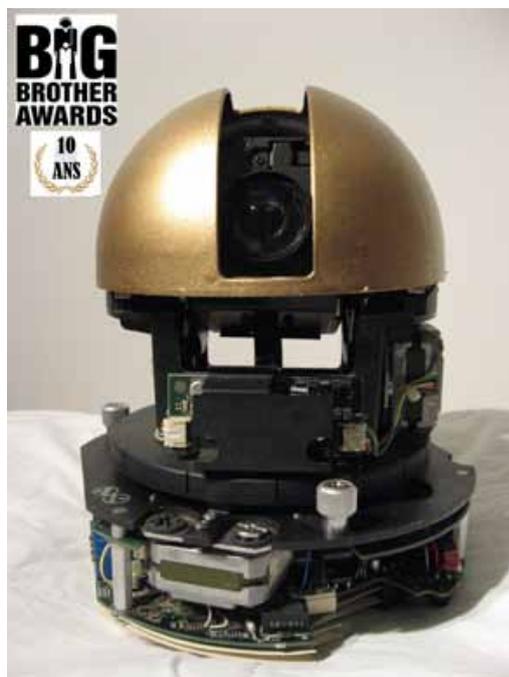
À quoi renonce-t-on au nom de l'argument « c'est plus pratique » ? À la maîtrise que l'on avait de sa vie et de son travail. Le diktat de l'efficacité pour l'efficacité, imposé par la sphère techno-économique à tous les aspects de notre existence, non seulement ne porte aucun sens (pourquoi serait-il préférable d'aller plus vite, plus haut, plus fort ?), mais nous soumet à une tyrannie dont les dégâts sont visibles chez de nombreux employés : stress, dépression, sentiment de dépossession, suicides. S'il est un secteur dans lequel on s'attendrait à la contestation de la tyrannie de la performance, c'est bien celui des bibliothèques. Nous n'avons pas besoin de bibliothécaires plus rapides et plus connectés (à ce jeu-là, la machine l'emportera sur eux), mais de bibliothécaires plus capables de nourrir la conscience et l'esprit critique des lecteurs.

EXIGENCE OU PERFORMANCE ?

• **Mais le métier de bibliothécaire n'est pas tant de nourrir, comme vous le dites, directement « la conscience et l'esprit critique des lecteurs » (ils n'enseignent rien) que de mettre à leur disposition des collections et des services et de faciliter leur accès qui pourrait servir à cet éveil.**

Or, alors que le flot d'information enflé à proportion des possibilités de le faire circuler – et avec les technologies numériques et celles de l'Internet, celles-ci se sont spectaculairement accrues –, les professionnels de l'information, et notamment les bibliothécaires et les documentalistes, trouvent justement dans de tels outils des assistants sans lesquels leur métier ne conserverait plus les standards d'efficacité que l'usager semble en droit d'exiger d'eux... Voyez-vous une alternative à ce modèle global de développement, objet de vos critiques, dans lequel les bibliothécaires semblent appeler à tenir un rôle d'agent double : d'une part, on le voit, celui de rouage passif de la techno-sphère, et d'autre part celui d'éveilleur de consciences qui justement sembleraient devoir s'élever contre les asservissements qui se profilent et que vous décrivez ?

Nous ne partageons pas votre définition du métier de bibliothécaire – sans doute conforme aux « profils de postes » actuels. Certes ils ne sont pas des enseignants. Mais à quoi sert de lire ? À quoi servent les livres ? Quel idéal, quelles exigences porte tacitement le métier de libraire/bibliothécaire ? Tacitement, parce qu'on ne réfléchit plus à ces choses, qu'il est presque interdit de réfléchir à autre chose qu'à l'exécution des tâches immédiates en fonction de critères de rationalité interne immédiate. De là, on dépouille tout un métier de ce qui faisait son sens et sa noblesse pour faire de ceux qui l'exercent de simples manutentionnaires.



Pour nous, les bibliothécaires sont d'abord des lecteurs, et des interlocuteurs pour les lecteurs, capables de donner des conseils et des idées, d'enrichir une recherche, et bien sûr de transmettre le goût de lire. Toutes choses qu'ils ont fort bien faites avant l'informatique, et qu'ils devraient défendre justement contre les « standards d'efficacité » – c'est-à-dire la logique techno-industrielle. Il y a quelque chose de pathétique à voir des professionnels riches de savoir-faire courir après cette efficacité pour rester à la page, modernes, et, ce faisant, scier leur branche. Encore une fois, rien ne sera jamais aussi efficace qu'un système numérique interconnecté, enfin débarrassé des faiblesses humaines. L'idéal d'un bibliothécaire, c'est Borgès, pas un logiciel de tri performant.

Vous décrivez un système absurde, qui exige des outils performants pour traiter une masse d'informations qu'ils contribuent eux-mêmes à mettre en circulation. De quoi est faite cette masse d'informations, que personne n'est en mesure d'absorber ? Non seulement trop d'information tue l'information, mais chacun voit que la *quantité* constitue désormais un objectif en soi, au détriment de la qualité : le contenu, le sens, l'intérêt. La même absurdité perce dans le discours de propagande sur le livre électronique et ses « milliers d'ouvrages téléchargeables ». Ou alors, si on veut parler « quantité » et modèle américain, multiplions les bibliothèques dans tous les quartiers et les bourgs, ouvertes de 8h à 22h, gratuites, et recrutons des bibliothécaires en nombre suffisant.

Quand ce déferlement de données immédiatement accessibles s'accompagne de la casse de l'éducation – quoi qu'on pense par ailleurs du système éducatif – la question qui se pose est donc : comment restaurer les conditions d'une émancipation, d'une capacité de pensée autonome ? Les bibliothèques devraient être en première ligne dans la lutte pour l'autonomie des individus, ce vieux rêve de l'éducation populaire visant à « lâcher des hommes libres dans le monde ».

Nous ne sommes guère portés sur les « modèles alternatifs » fournis clé en main. Mais il nous paraît évident que refuser les puces RFID, comme le font certains élèves, ou des personnels de crèches à qui l'on propose un suivi *efficace* des enfants grâce au puçage des vêtements, constitue un préalable minimum. Il n'y a ni fatalité, ni mécanisme naturel, dans la technification de nos vies, mais le résultat d'un rapport de forces. En France jusqu'ici, il est impossible de cultiver ou de tester des OGM en plein champ. Pourquoi pucer les livres serait-il inéluctable ?

L'ÉMANCIPATION, UN PROJET POLITIQUE

• **D'un autre côté, cet exemple de l'interdiction de la culture des OGM en plein champ montre la fragilité de la loi. En l'occurrence, on peut craindre que le droit ne soit obligé d'entériner le fait puisqu'il suffit de passer outre la loi pour qu'aucun retour en arrière ne soit possible. D'ailleurs, certains chercheurs ont bien compris cela : on a vu récemment un médecin contrevioler délibérément à la loi en utilisant une méthode de fécondation *in vitro* interdite en France pour, dit-il, « secouer le cocotier » et forcer une mise à niveau de la législation avec « l'évolution de la société ». Quelle chance donnez-vous dans ce contexte à votre lutte que, en appelant à l'autonomie et la liberté des individus, vous assimilez à un combat éthique ?**

Lutter pour l'émancipation est un projet *politique*, et non éthique. L'Histoire nous apprend que chaque conquête et chaque défaite sur ce terrain-là sont le fruit de rapports de forces entre le pouvoir et les sans-pouvoir, lesquels sont déterminés depuis les temps modernes, et davantage encore

depuis l'époque industrielle, par le rapport des forces technologiques. L'arme à feu, le chemin de fer, l'ordinateur, en perfectionnant les moyens de la *police* des populations (c'est-à-dire de l'organisation rationnelle de l'ordre public), ont dépossédé celles-ci de moyens de vie, d'organisation et d'action autonomes par leur incorporation, de gré ou de force, dans le système technicien – quels que soient les bénéfices à la marge qu'elles ont pu tirer de ces *innovations*.

À l'époque des hyper-technologies l'écart est tel, entre ceux qui maîtrisent des moyens aussi coûteux, complexes et dangereux que le nucléaire, les nanotechnologies, les biotechnologies, l'informatique ambiante ou la géo-ingénierie, et ceux qui ne peuvent qu'en consommer les applications marchandes et futiles, déjà obsolètes, que la perspective d'une victoire des sans-pouvoir devient de plus en plus hypothétique.

Que pouvons-nous ? Nous pouvons, et nous *devons* produire des idées. Les idées sont décisives et virales : en volant de cervelle de cervelle, elles deviennent des forces d'action. C'est avant tout parce que les Français, majoritairement, refusent les OGM et approuvent ceux qui les fauchent – dont les rangs sont toujours aussi fournis, quoi qu'en dise la loi – qu'il n'est pas possible aujourd'hui d'en semer sur le territoire.

Nous menons une bataille d'idées contre le pouvoir. IBM, avec sa « planète intelligente », élabore un ordre du jour, un programme de gouvernement pour le pilotage global des sociétés, bref, diffuse des idées et travaille les imaginaires. Les sans-pouvoir

qui refusent la perspective de devenir des hommes-machines doivent produire et diffuser les idées qui combattent celles-ci. Voilà pourquoi les bibliothécaires, comme nous tous, devraient non seulement refuser de pucer leurs livres, mais débrancher leurs ordinateurs et expliquer aux lecteurs qu'ils travaillent ainsi à l'émancipation de chacun. Ils devraient d'abord – c'est le préalable indispensable à tout mouvement de protestation – mener des enquêtes sur la réalité des bibliothèques : quelles sont leurs consignes, leurs conditions de travail, leurs marges d'action ? Qui fréquente les bibliothèques, avec quelle demande ? Qu'est-ce qui se dit entre deux rayons de livres ? Est-ce qu'on lit plus ou moins qu'avant, et quelles sortes d'ouvrages ? Etc. À partir des faits récoltés sur le terrain, dans les revues profes-



sionnelles comme la vôtre, ou dans la presse, ils pourraient seulement avoir une prise sur la réalité, et envisager d'agir sur elle. (À ce sujet nous renvoyons vos lecteurs au texte introductif de notre site, intitulé « Le secret, c'est de tout dire¹ ».)

INTELLIGENCE SERVICE

• De telles enquêtes sont menées, bien sûr – encore que les trois premières directions que vous évoquez (consignes, conditions de travail, marges d'action) soient peu discutées en effet –, et elles constituent l'arrière-plan de la quasi-totalité des débats qui agitent la profession. J'ai bien peur qu'ils n'aillent guère dans le sens que vous indiquez.

Mais je souhaiterais revenir sur votre dernier propos qui introduit une donnée supplémentaire en ce qui concerne la défiance envers la RFID : la question du lien entre société de l'information (qui repose aujourd'hui sur les possibilités d'interconnexions généralisées rendues possibles par le tout numérique) et société de contrôle et de surveillance, qui en est le versant ténébreux. Les bibliothécaires américains se sont élevés contre le Patriot Act, mais l'on craint qu'un jour ne naisse un Patriot Act à la française. Le Comité d'éthique (CCNE) – dont vous avez dénoncé par ailleurs le défaut d'indépendance – a émis des réserves sur les dérives possibles du puçage (sur la question du passeport biométrique et l'interconnexion des fichiers, elle a regretté le manque de moyens et d'indépendance de la CNIL)... La RFID a-t-elle un destin dans le renseignement ?

Non seulement la RFID a « un destin » dans le renseignement, mais le renseignement est la raison d'être de cette technologie. Les chercheurs et industriels parlent d'« objets intelligents » à propos des objets pucés. Il faut entendre « *intelligence* » au sens anglais du terme, à savoir « renseignement » (comme dans *Intelligence Service*), c'est-à-dire d'information qui circule. Implanter dans les livres, les animaux, les papiers d'identité, les cartes de transport, les téléphones portables, le mobilier urbain, les humains, des puces capables à la fois de stocker de l'information et de la communiquer à distance a pour fin la *collecte de masse des données*. Dans la société de l'information, les données constituent le carburant de la machine économique : elles se vendent, s'achètent, se stockent, se croisent et surtout s'analysent pour offrir à leurs propriétaires des capacités d'action – du pouvoir. Quand notre environnement entier sera pucé, nos habitudes, nos relations, notre mode de vie, nos idées seront décortiqués au profit de l'industrie, toujours plus avide de nous cibler individuellement, et bien sûr de l'État.

1. www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=plan.



Banderole déployée lors de l'occupation du Pôle Traçabilité de Valence, centre de référence national pour les puces RFID.

Il ne s'agit nullement de « dérives », mais des capacités intrinsèques de cette technologie – et des avantages que ses promoteurs entendent en tirer. La CNIL peut bien clamer, une fois l'an, que la société de surveillance nous menace, en réalité nous y sommes déjà – et nous avons dépassé la société de contrôle. Ce qui pointe désormais, c'est ce que nous nommons la société de contrainte. On comprend bien que la « planète intelligente » ne nous laissera plus la possibilité de sortir de la norme, de vivre de façon autonome, sans être immédiatement repérés et inclus de force dans le filet électronique. Si l'on couple cette tyrannie numérique aux travaux de Clinatex, la « clinique expérimentale du cerveau » du CEA Grenoble (Commissariat à l'énergie atomique), qui travaille à la modification des comportements via des implants cérébraux électroniques (on sait déjà modifier les comportements alimentaires des boulimiques et anorexiques, mais on s'intéresse aussi aux dépressifs et aux troubles obsessionnels compulsifs), on perçoit que la possession technologique aura bientôt remplacé les vieilles pratiques de la police des populations.

Entretien réalisé par Philippe LEVREAUD

RAPPEL

RFID : la police totale. Puces intelligentes et mouchardage électronique, L'Échappée, 2008, 80 p., ISBN 978-2-9153026-2

En écho actuel et concret au *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie, la lecture de ce livre nous amène à comprendre « que, sans examen critique de la RFID, nous sommes, comme on le dit dans ces pages, implicitement appelés à « cogérer les modalités de notre soumission » ». Cf. notre note de lecture in *Bibliothèque(s)*, n° 43, mars 2009, p. 78.

